

**ASSEMBLÉE NATIONALE**24 mars 2021

---

**LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 3268

présenté par  
M. Bazin**ARTICLE 49**

Supprimer l'alinéa 42.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le projet de loi impose d'engager une modification du schéma de cohérence territoriale dans le but d'y intégrer l'objectif de réduction de l'artificialisation des sols.

Il prévoit que le schéma de cohérence territoriale modifié doit entrer en vigueur avant le 1er juillet 2024, sous peine d'une suspension de toute possibilité d'ouverture à urbanisation.

Cette suspension est prévue sans limite de temps.

Elle entraînera une immédiate raréfaction des espaces disponibles et, conséutivement, une sévère inflation immobilière appeler à se généraliser sur tous les segments (locatifs, sociaux, en accession). Les foyers modestes en seront les premières victimes.

Les modifications schéma de cohérence territoriale obéissent à des formalités procédurales qui inscrivent dans le temps long la prise de décision par l'assemblée délibérante de l'intercommunalité compétente.

Il convient d'ajouter que la préparation des futurs documents planificateurs supposera de pouvoir requérir les services de prestataires d'ingénierie, lesquels ne pourront matériellement répondre simultanément aux sollicitations en vue de préparer 447 la révision de schémas de cohérence territoriale.

Il s'ensuit que l'échéance prescrite par le projet de loi à savoir un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi.ne peut matériellement être respectée.

Le présent amendement propose de la supprimer.